

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 132 (1987)
Heft: 6

Artikel: Le sommet de Reykjavik et ses suites
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344782>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le sommet de Reykjavik et ses suites

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Cette rencontre des deux Grands constitue incontestablement un moment historique des relations Est-Ouest. Elle a donné lieu à des déclarations importantes des deux chefs et du ministre américain Shultz¹. Il est donc intéressant d'évoquer ces exposés et de s'interroger sur leurs suites possibles, tant pour les deux Grands et les deux blocs que pour les relations futures entre les populations en cause et pour celles du monde entier. Les thèses formulées par les grands responsables de l'Est et de l'Ouest à la suite de Reykjavik nous permettent de mieux saisir les évolutions possibles, proches et lointaines, du monde de demain.

*
* *
*

La conférence de presse de M. Gorbatchev, le 12 octobre 1986, à Reykjavik

L'atmosphère de la rencontre, dit M. Gorbatchev, était amicale, avec la libre expression des deux points de vue. Mais bien des questions se posent encore au sujet de ce sommet de Reykjavik¹. A Genève, il y a un an, dit le chef soviétique, l'URSS avait pris l'engagement fidèlement répété de respecter les engagements pris et elle a cessé ses expérimentations en cause,

alors que les Etats-Unis ont bien poursuivi les leurs au Nevada. D'où une certaine détérioration des espoirs nés à Genève. Car les initiatives de l'URSS, tout en trouvant un large écho sur le plan mondial, ont bénéficié d'un accueil moins favorable de la part de l'administration des Etats-Unis. D'où, comme réponse soviétique à la lettre du président Reagan du 25 juillet 1986, la rencontre de Reykjavik.

Trois propositions ont alors été soumises au président américain. D'abord, pour les armements nucléaires stratégiques, celle d'une réduction de 50%, en vue de leur élimination totale en 1996. Cette mesure devait donc aboutir à des structures honnêtes et égales de part et d'autre. Le deuxième projet soviétique prévoyait, pour les missiles de moyenne portée en Europe, une élimination totale. Cette concession a bien abouti à un résultat. En outre, contrairement aux propositions soviétiques de Genève, les potentiels nucléaires français et britanniques, du fait d'une concession de l'URSS, ont été entièrement exclus de la négociation. Pour l'Asie, à titre de compromis, a été décidé le gel immédiat des engins d'une portée jusqu'à 1000 kilomètres, des conventions ultérieures devant intervenir pour cette

¹ Pour le texte précis des exposés: Europa-Archiv du 25.12.1986.

catégorie de moyens, en vue de leur sort définitif. Désirant l'élimination totale d'Europe de tous les engins en cause, M. Gorbatchev admit le maintien de seulement 100 têtes nucléaires de cette catégorie en Asie soviétique et autant aux Etats-Unis.

De fait, grâce à ces concessions, un bon accord était intervenu. Mais l'URSS estime nécessaire un contrôle étroit, afin d'assurer aux deux parties la garantie de ne pas risquer un piège de la part de l'autre.

En somme, dit M. Gorbatchev, les résultats ont été limités du fait du refus de M. Reagan de renoncer à l'IDS, sous la pression du complexe des milieux militaires et industriels américains. Et pourtant l'URSS ne pourrait admettre un échec de la réunion de Washington prévue, que précisément Reykjavik devait préparer, et qui est attendue du monde entier. Or les Américains étaient venus les mains vides, alors que l'URSS avait tout fait en vue du succès des pourparlers. Il faut absolument reprendre ces derniers. Et le chef soviétique estime que toutes les forces du monde devront agir en vue de la fin de l'actuelle course aux armements. Il a donc proposé à M. Reagan l'étude et la limitation des engins nucléaires, en vue d'une élimination totale de ces derniers. Conclusion: il faut repenser les questions évoquées, car les projets soumis au chef américain correspondaient aux intérêts des deux peuples et à ceux du monde entier. L'URSS agira en vue de la paix, de la fin de la course aux

armements et de l'élimination du nucléaire. D'autres problèmes avaient été évoqués à Reykjavik, humains notamment, et certaines affaires concrètes. Et les deux groupes de travail soviéto-américains avaient fourni un travail important. Leurs échanges de vues avaient parfois abouti à une réelle compréhension réciproque. Mais, faute de temps, le processus de discussion s'était arrêté...

En somme, la rencontre a été intéressante et prometteuse et elle semblait prévoir des ententes possibles, conclut finalement le secrétaire général Gorbatchev qui, dans ses réponses à diverses questions, confirmait les «chances optimistes» d'une nouvelle rencontre, disant que l'IDS, du point de vue militaire, ne l'inquiétait nullement, qu'il estimait même qu'aux Etats-Unis bien des gens n'y croient plus. Rappelant que, tout compte fait, il avait obtenu des USA l'acceptation d'une réduction de 50% des forces nucléaires stratégiques, il conclut que c'était là un grand pas accompli. Mais il soulignait la présence de 700 missiles stratégiques sur les sous-marins américains, dotés de 6000 têtes nucléaires. Puis, remerciant l'Islande d'avoir accueilli la réunion de Reykjavik, le chef soviétique se déclarait favorable au vœu de ce pays de voir le Nord devenir une zone sans armes nucléaires. Tel fut l'adieu de M. Gorbatchev de Reykjavik. Le président américain, pour sa part, partant de l'aérodrome de Keflavik, le 12 octobre 1986, adressa une brève

allocution aux militaires américains assistant à son départ. Le même jour, à Reykjavik, M. Shultz, ministre des Affaires étrangères, évoquait, avant son départ, la rencontre entre le président Reagan et le chef soviétique. Le lendemain 13 octobre, au Quartier général de l'OTAN, eut lieu une conférence de presse de M. Shultz sur ce sujet. Le même jour, le président Reagan, dans une conférence télévisée, évoqua largement le même sujet. A son tour, M. Gorbatchev, également dans une conférence télévisée, exposa au peuple soviétique ses vues sur Reykjavik, le 22 octobre 1986. Nous allons évoquer brièvement tous ces discours.

**Les exposés du président
Reagan et de M. Shultz
sur Reykjavik,
les 12 et 13 octobre 1986**

En quittant Reykjavik le chef américain, sur l'aéroport de Keflavik, s'adressant aux militaires américains assistant à son départ, déclarait brièvement que les entretiens américano-soviétiques avaient été «durs et astreignants, mais cependant extrêmement utiles», car chacun s'y était exprimé franchement. Mais, tout compte fait, il estimait avoir obtenu plus de progrès dans ces échanges de vues qu'il n'en avait attendu à son arrivée. C'est seulement à la fin des conversations qu'un certain manque d'accord s'était manifesté, l'URSS ayant demandé une convention inter-

disant pendant dix ans, au Président et à son successeur, des expérimentations de défense antinucléaire dans l'espace. «Nous ne pouvions l'accepter et ne le ferons pas», dit-il.

D'où la proposition américaine d'un délai de dix ans pour la mise en œuvre de l'IDS, en échange d'une élimination totale de tous missiles balistiques dans les deux arsenaux. Mais M. Gorbatchev voulait bien limiter l'IDS à de simples travaux et expériences de laboratoire. Ce qui, dit M. Reagan, signifiait l'élimination de la défense américaine envisagée. Mais, malgré cette divergence de vues, de grands progrès ont été obtenus à Reykjavik, estime le président américain.

*Déclaration de M. Shultz, ministre
américain des Affaires étrangères, à
Reykjavik, le 12 octobre 1986*

Avant son départ, M. Shultz soulignait surtout le «rendement efficace» du travail du président américain pendant les deux journées du sommet. Il signalait l'obtention réciproquement acceptée d'une diminution de 50% des armements offensifs stratégiques, sans cependant, faute de temps, l'admission d'une solution définitive. Mais on avait procédé à une étude satisfaisante des expérimentations des armes nucléaires et réalisé une bonne approche de problèmes régionaux, de questions humanitaires, ainsi qu'une progression remarquable en vue de la défense de l'espace et du traité ABM.

Et au cours de ces débats, dit le ministre, le président avait eu constamment une attitude facilitant l'évocation de bien des problèmes, efficacement abordés. Il était prêt à approuver un délai de dix ans pour la non-résiliation du traité ABM, durée pendant laquelle les USA assureront les recherches, le développement et l'expérimentation admis par cette convention, chaque partie devant être garantie contre toute violation de celle-ci. Mais l'intention soviétique avait été la suppression de l'IDS par une modification du traité ABM. Et cela, l'Amérique ne pouvait l'admettre. Car c'était là le «bouclier de la liberté» des Etats-Unis, déçus de cet échec. Mais, par ailleurs, le Président avait obtenu de bons résultats à Reykjavik. Ce point de vue fut de nouveau exposé par M. Shultz, à l'OTAN.

Conférence de presse de M. Shultz, le 13 octobre 1986, au Quartier général de l'OTAN

Ce fut une large évocation de Reykjavik, un «véritable succès», bien que n'ayant abouti à aucun résultat définitif. Interrogé sur le succès définitif devant intervenir à Genève, alors que les deux Grands ne l'avaient pas obtenu au dernier sommet, M. Shultz répondit que l'accord sur les INF (forces nucléaires de portée intermédiaire) était probable, les deux responsables ayant vraiment préparé le débat devant intervenir lors de la rencontre projetée aux Etats-Unis. Interrogé sur les tests nucléaires amé-

ricains, le ministre répondit qu'une amélioration des vérifications, en application des ententes intervenues, était possible. Des accords à ce sujet pourront être soumis au Congrès pour ratification. Et, en cas d'échec, des réticences seront soumises au Président pour leur application finale. Quant aux négociations sur la fin des expérimentations, elles devront être limitées au fur et à mesure de la destruction des armes en cause car, tant qu'on dépendra d'elles comme moyens de dissuasion, les expérimentations seront à poursuivre. A une question, M. Shultz répondit qu'un accord sur les INF s'impose. Car le Président veut éliminer efficacement les armes visées par un accord bilatéral et non pas par un désarmement unilatéral. Mais il devait maintenir la capacité de poursuivre son programme, afin de bien déterminer ce qui est possible en matière de défense stratégique.

Interrogé sur la proposition de M. Reagan d'une possible participation de l'URSS à l'IDS, M. Shultz confirmait le maintien de cette offre, mais avec la garantie d'une réelle élimination des missiles balistiques offensifs, c'est-à-dire la certitude d'une absence de toute tromperie éventuelle. Or l'URSS, à la fin du sommet de Reykjavik, voulait tellement limiter la défense stratégique que celle-ci risquait d'être mutilée. Le Président ne pouvait approuver cette restriction. Mais le temps avait manqué pour parvenir à un accord formel à ce sujet.

A une autre question, le ministre américain répondit qu'il était pratiquement impossible de ne pas geler effectivement les SS-20 soviétiques dirigés contre le Japon. Et les 100 missiles devront se situer dans la partie asiatique de l'URSS, un même nombre d'armes de cette catégorie étant attribué aux Etats-Unis. C'était là une situation acceptée par les USA, avec l'intention actuelle d'une entente à ce sujet avec le Japon, l'Australie et la Corée.

Interrogé sur la suite éventuelle des entretiens de Washington, M. Shultz répondit qu'il lui était impossible d'en dire davantage, faute d'un plan très exact et d'une date précise. Répondant à une question au sujet de Chypre et de la minorité turque de Bulgarie, il précisait que des questions régionales et humaines avaient bien été débattues. Ce sont là, dit-il, des problèmes ayant une portée qui fait l'objet de préoccupations constantes de la direction des USA. C'était là en quelque sorte la conclusion de l'exposé du ministre américain. A vrai dire, la conférence télévisée du président Reagan, le 13 octobre, devait bien présenter un large commentaire du sommet de Reykjavik par le chef américain.

La conférence télévisée de M. Reagan, le 13 octobre, sur Reykjavik

«Dans celle-ci», dit le chef américain, «nos propositions les plus larges de l'Histoire ont été soumises pour une totale élimination des armes en cause

de la surface terrestre avant 1996». En somme, c'était là la perspective d'un monde sûr, sans armes nucléaires. Et le président s'exprimait vraiment comme le délégué du peuple américain.

Selon lui, les pourparlers avaient prévu d'une part un traité, de l'autre une mesure de protection contre des missiles nucléaires, l'application d'une politique de destruction réciproque, une «Mutual Assured Destruction», du fait de laquelle l'attaque nucléaire d'une partie entraînerait une revanche égale de l'autre.

Estimant qu'une politique de la destruction réciproque assurée constituait un processus barbare, le président avait suscité des recherches en vue d'une simple élimination en cours de vol des missiles lancés, avant leur arrivée au but, afin d'éviter des morts d'hommes à leur fin de course. C'était là le sens de l'IDS, que les scientifiques intéressés considèrent comme un système valable, d'ailleurs réalisable en quelques années.

C'est alors qu'a lieu le sommet de Genève, au cours duquel le Président, pendant et après que les délégués des deux pays eurent tenté de trouver des solutions en vue d'une réduction, voire d'une élimination des moyens nucléaires de l'autre partie, n'étaient cependant pas parvenus à une solution définitive. Les deux chefs, compte tenu des résultats de ces conversations, avaient pendant environ dix heures discuté dans des entretiens communs, en présence de leurs adjoints Chevar-

nadzé et Shultz. Autres sujets débattus: la diminution des armements, mais aussi certains faits tel le refus de l'autorisation de quitter l'URSS imposé à des citoyens soviétiques, véritable violation des droits de l'homme. De même furent évoqués certains faits constituant d'autres violations de ceux-ci, ainsi que des questions régionales touchant notamment l'Afghanistan, le Nicaragua.

Des progrès en matière d'abolition de divers systèmes d'armes semblaient possibles en dépit d'une opposition soviétique à l'IDS. Mais finalement, au cours d'une réunion avec les deux ministres des Affaires étrangères, ceux-ci rendirent compte des travaux de leurs équipes. L'URSS demandait un report de dix ans pour la concrétisation finale du programme IDS. En échange, la proposition américaine suggérait un délai de dix ans pour le démontage des armements stratégiques terrestres, aériens, navals et de ceux de l'espace. En cinq ans était envisagée une réduction de 50% de ces moyens, en vue d'une destruction totale, dans les cinq années suivantes, des autres missiles de toutes portées. Pendant ce délai l'IDS devait se poursuivre, en accord avec les dispositions du traité ABM. Au terme des dix années, les Etats-Unis devaient mettre en place, à toutes fins utiles, un système défensif, l'URSS pouvant agir de même.

C'est alors que commencèrent vraiment les discussions, M. Gorbatchev entendant empêcher les USA de pour-

suivre le développement de l'IDS, mesure qui aurait rendu nuls et vains tous efforts en vue de la disparition des armements nucléaires. Aussi M. Reagan fit-il état de son engagement vis-à-vis du peuple américain de ne pas admettre l'éviction de l'IDS, afin de préserver à Reykjavik la liberté et l'avenir de son pays.

Mais le Président, malgré tout optimiste, déclarait positifs bien des résultats du sommet. Et les Etats-Unis continueront à soutenir l'Afghanistan, le Cambodge et d'autres pays. L'IDS agira en ce sens. En même temps, le Président déclarait avoir poursuivi ses objectifs essentiels: la recherche d'une détente avec l'URSS, l'empêchement d'une guerre, le contrôle et la réduction des armements. Puis M. Reagan évoquait les différences de vues entre les deux Grands. Il n'oubliait pas, dit-il, l'action de l'URSS en Afghanistan, en Amérique centrale, en Afrique et en Asie du Sud-Est. Enfin il parlait des relations bilatérales, des contacts d'homme à homme, préconisant un large échange entre des milliers de Soviétiques et d'Américains. Puis, revenant à l'IDS, il déclarait que c'était là une véritable «police d'assurance» des obligations contractées de part et d'autre à Reykjavik. Et c'est bien l'IDS qui a ramené les Soviétiques au contact des Etats-Unis à Genève et à Reykjavik. Mais pourquoi l'URSS veut-elle que l'Amérique soit toujours vulnérable aux attaques des missiles soviétiques?

Dans ces conditions, le président Reagan ne croit pas devoir garantir, pour lui et pour son successeur, que les discussions avec M. Gorbatchev aboutissent forcément à des traités importants. Certes, l'invitation américaine reste valable, mais le Président a rapporté de Reykjavik l'impression que la position nationale était plus forte que dans le passé. D'où un certain espoir. Et c'est avec satisfaction qu'il avait salué à son départ les membres du point d'appui américain de Reykjavik, qui, à leur niveau, représentent les Etats-Unis sur place.

C'était là le point de vue du président Reagan. Mais quelques jours plus tard, le 22 octobre, c'est le chef soviétique Gorbatchev qui exposait à la télévision, au peuple de son pays, son avis sur Reykjavik.

**Le discours télévisé de
M. Gorbatchev, le 22 octobre,
et la conférence de presse de
M. Shultz à l'OTAN,
le 31 octobre**

Dans son émission télévisée, le chef soviétique déclarait que la première fois, à Reykjavik, une rencontre Est-Ouest avait marqué un progrès dans la voie du désarmement nucléaire. Mais, dit-il, les choses changèrent ensuite, car les milieux occidentaux, associés à un certain militarisme national, tentèrent de freiner le processus engagé. Et désormais on voudrait forcer l'URSS à revenir aux vaines discussions et mettre ainsi fin aux rencontres abou-

tissant à des accords. M. Gorbatchev mettait en cause de «hautes personnalités de l'administration américaine».

Or, poursuivait-il, lors des premiers entretiens, des propositions soviétiques avaient suggéré des mesures radicales tenant compte des intérêts des deux parties et conformes au programme prévoyant la suppression des armements nucléaires avant l'an 2000. Il évoquait ensuite la réduction de moitié de toutes armes stratégiques, puis l'élimination totale des missiles de moyenne portée en Europe et l'engagement sans délai de négociations pour les missiles d'une portée de moins de 1000 kilomètres, dont le gel devait intervenir immédiatement. Il prônait ensuite la consolidation du traité ABM et des négociations en vue de l'interdiction entière des expérimentations nucléaires.

C'était là, dit-il, une partie de la vérité sur Reykjavik, l'autre consistant dans l'échec de cette rencontre historique par la faute du partenaire américain. On a dit, précisait l'orateur, que l'URSS avait voulu attirer les USA dans un piège par ses propositions sur une réduction de la menace nucléaire. On voulait, en quelques heures, peut-être en une journée, détériorer la confiance qui régnait à Reykjavik. Et l'orateur accusait M. Shultz d'avoir déclaré, au nom de la Maison Blanche, que M. Reagan avait peut-être été mal compris. D'où, par exemple, l'affirmation que le Président n'aurait pas adhéré à la proposition soviétique d'une destruc-

tion totale de toutes armes stratégiques offensives de l'URSS et des USA avant 1996.

Et M. Gorbatchev confirmait, en toute connaissance de cause, dit-il, que M. Reagan, à vrai dire sans grand enthousiasme, avait adhéré à la destruction de toutes armes offensives stratégiques. Et cette mesure devait s'effectuer en deux étapes successives de cinq ans. Pour M. Gorbatchev, les interprétations américaines des discussions sur les tests nucléaires sont donc loin de la vérité. De même, l'assentiment soviétique à une limitation des missiles d'une portée de moins de 1000 kilomètres est désormais présenté, selon le chef de l'URSS, comme si l'Union soviétique avait reconnu le droit des USA de stationner en Europe des engins américains de cette catégorie.

On reproche à l'URSS, dit M. Gorbatchev, d'avoir présenté en «un seul paquet» de larges propositions. Mais c'était là, dit-il, une présentation équilibrée des intérêts des deux pays. Et les concessions soviétiques étaient une garantie de la sécurité du pays et des autres puissances. L'URSS, dit M. Gorbatchev, attache de l'importance au renforcement du traité ABM et elle s'oppose à la révision de ce dernier. Alors, pourquoi le président Reagan déclarait-il que ce traité n'était «pas une écriture sainte»?

M. Gorbatchev, en conclusion de son exposé, déclarait que si l'IDS passait avant le désarmement, c'était là l'abolition de «l'axiome des rela-

tions internationales», approuvé par les deux chefs opposés et selon lequel une guerre nucléaire ne doit pas être déclenchée, car elle ne peut comporter de vainqueur. Et l'URSS, dans ses propositions toujours valables, avait fait vraiment preuve de bonne volonté.

Mais, pour compléter l'exposé des opinions au sommet de Reykjavik, il nous semble indiqué de terminer notre compte rendu par l'évocation de la conférence de presse de M. Shultz sur les entretiens Gorbatchev-Reagan au sommet en question.

Conférence de presse de M. Shultz, le 31 octobre 1986, sur les entretiens Gorbatchev-Reagan à Reykjavik

Dans ce sommet, dit le ministre américain des Affaires étrangères, les deux grands chefs ont examiné la complexité des problèmes alors posés à eux. En ce qui concerne les missiles nucléaires de moyenne portée, les INF, «nous avons obtenu des réductions se traduisant, du côté soviétique, par celle des 1400 têtes nucléaires à seulement 100, de part et d'autre». En outre, une limite supérieure pour les engins de courte portée sera fixée par des négociations ultérieures.

Et, affirme M. Shultz, une base pour un accord sur le contrôle le plus important jamais envisagé a ensuite pu intervenir qui s'appliquera non seulement aux arsenaux soviétiques et américains, mais opérant des réductions dans les niveaux moyens actuels. Le Président a proposé une suppression totale, au terme de ces mesures, de

tous les missiles balistiques. Dans son exposé, M. Shultz insistait sur l'effort entrepris, en coopération avec les alliés, en vue d'une réduction des forces conventionnelles adverses, actuellement constamment en augmentation. De même s'impose une interdiction générale des armes chimiques et biologiques. En outre, le Président a réclamé la possibilité de mettre en place des systèmes de défense améliorés en cas de non-entente de part et d'autre.

Le résultat de Reykjavik a été finalement une réduction envisagée portant sur 50% des armes stratégiques offensives, ainsi qu'une limitation à 100 têtes nucléaires des missiles de moyenne portée. C'est-à-dire une réduction de 99% des missiles SS-20 dirigés contre les alliés et amis des USA d'Europe et d'Asie. Solution finalement bien acceptée par le secrétaire général Gorbatchev. Mais les Soviétiques auraient voulu faire dépendre un possible accord sur les INF de l'acceptation, par les USA, de la position de l'URSS sur l'IDS. Or l'Amérique ne peut pas accepter une limitation de l'IDS à des travaux en laboratoire.

Mais les discussions de Reykjavik étaient-elles non réalistes? Non, répond le ministre américain à cette question. Il déclare possibles des réductions substantielles des moyens de part et d'autre. Cependant, en fin de son exposé, il réclamait certaines garanties sous la forme du maintien d'une petite force de dissuasion nu-

cléaire. Mais «il faut envisager de nouvelles interprétations et créer de nouvelles réalités». A ce prix, conclut-il, il sera peut-être possible de donner un monde plus sûr à toute l'humanité.

*
* *

Après le sommet de Reykjavik se pose notamment, en de nouveaux termes, le problème de la défense de l'Europe qui, jusqu'ici, résultait essentiellement d'une action commune euraméricaine, longtemps facilitée du fait qu'aucune menace directe ne pesait alors sur les Etats-Unis. A vrai dire l'Amérique a toujours reproché aux alliés européens de ne pas participer suffisamment à la défense commune. En fait, en 1985², les Etats-Unis consacraient 292,5 milliards de dollars aux dépenses de défense, soit 1218 par tête, contre 78,4 milliards, soit 210 par tête, dans les pays européens de l'OTAN. En somme, les 240 millions d'Américains contribuaient davantage à la défense commune que les 373 millions d'alliés d'Europe.

Dans ces conditions, après Reykjavik, les pays alliés du Vieux Continent ne devraient-ils pas, dans l'avenir, compter davantage sur leurs propres forces? Attitude possible, du moins à longue échéance, du fait des difficultés actuelles de l'URSS sur le plan écono-

² Cf. *Le prix de la liberté*, par Raymond Bourguine («Valeurs actuelles» du 22.3.1987).

mique, où elle et son bloc ne sont pas à un niveau égal à celui de l'Occident de l'Alliance.

A vrai dire, les échanges de vues entre Gorbatchev et Reagan devront bien porter sur une amélioration des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, en vue de relations meilleures entre les deux mondes si une évolution heureuse de la situation permettait l'engagement de rapports économiques étendus. Toutefois, la «philosophie de Reykjavik» et la reprise des entretiens soviéto-américains dépassent le domaine des relations entre les deux Grands et posent même, d'une façon plus nette, le problème de la défense des Européens par eux-mêmes. Et déjà la loi française de programmation militaire envisagée actuellement va en ce sens. Mais la RFA, encore protégée par des armes nucléaires américaines, ne pourrait se doter elle-même de moyens de cette catégorie. Devra-t-elle faire appel à une protection française, moyennant une contribution financière nationale?

On a dit que l'objectif de la diplomatie soviétique était de «prendre l'Europe en otage». Cette mesure serait d'autant plus grave que l'Amérique, il y a déjà des années, avait espéré une contribution européenne plus large à l'action commune. Mais actuellement le problème posé a un double aspect. Il résulte autant de l'accord entre les USA et les pays européens que des relations entre ces derniers, dont tous ne sont pas à même de fournir une contribution impor-

tante à la défense commune. Et l'Allemagne souffrira d'autant plus d'une défense nucléaire réduite que les entretiens Gorbatchev-Reagan envisagent même une réduction du nombre d'INF. Et, par ailleurs, un arrangement ouest-européen avec l'URSS risquerait d'aboutir pour la France, a-t-on dit, à une véritable «finlandisation». Car on peut se demander ce que sera la protection américaine dans quelques années si un efficace accord euraméricain n'intervenait pas à ce sujet, et si les responsables des USA envisageaient une amélioration de leur défense propre, actuellement garantie essentiellement par leurs moyens nucléaires stratégiques et leurs forces navales.

La France pourrait-elle vraiment, moyennant une contribution financière allemande, accepter de protéger la RFA avec des forces nucléaires françaises? En somme, après les entretiens de Reykjavik, la défense dans le cadre de l'OTAN va poser bien des problèmes aux pays d'Europe alliés. Fort heureusement, les forces nucléaires françaises et britanniques ne sont actuellement pas menacées d'une réduction prochaine. Mais leur emploi éventuel pose encore bien des problèmes et comporterait toujours ce grand risque d'une réplique égale et d'une destruction réciproque. A vrai dire, cette perspective concerne aussi l'URSS, dont elle freinerait peut-être l'action. En réalité, Gorbatchev ne ressemble pas à ses prédécesseurs. Ne cherche-t-il pas à se dégager de son

impasse économique, alors qu'une amitié réciproque avec l'Ouest lui fournirait une possible et heureuse sortie de celle-ci?

En bref, le rapprochement avec l'Amérique et les pays alliés pourrait lui assurer la solution de bien des problèmes. Mais compte tenu de la situation intérieure de l'URSS, et

notamment du rôle qu'y jouent encore les chefs militaires, M. Gorbatchev serait-il vraiment à même de consentir à une réduction de ces forces conventionnelles, trop supérieures à celles de l'OTAN? Il serait difficile, dans les conditions du moment, de répondre à cette question.

F.-Th. S.

Réunion de travail destinée aux spécialistes des questions d'artillerie

Le CHPM organise, le

vendredi 27 novembre 1987, à 10 h 00

au Pavillon de Recherches Général-Guisan,
119, av. Général-Guisan, 1009 Pully

une séance de travail consacrée au problème central de la contre-batterie dans le combat moderne.

Le colonel Jean-Claude Crouinaux,
chef EM de l'Artillerie du 2^e Corps d'Armée et des Forces Françaises d'Allemagne, a bien voulu accepter de traiter le sujet suivant:

« Comment l'artillerie moderne classique peut-elle esquiver la contre-batterie adverse ? »

L'exposé sera suivi d'un entretien qui pourra se prolonger dans le courant de l'après-midi, vu l'importance du sujet.

Nous prévoyons d'organiser un buffet froid à midi.

Un vin d'honneur, offert à notre hôte par le CHPM, précédera la clôture de cette réunion.

Nous invitons les intéressés à s'adresser au *colonel EMG Daniel Reichel*, directeur scientifique du CHPM, case postale 399, 1110 Morges 1.